

Arrêté municipal

Travaux

Pose d'aménagement urbain

Le Maire de la Commune de PROVİN,

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté municipal 46_2026 concernant l'intervention de la société « LUDINA » pour la pose d'aménagement urbain sur la commune pour le compte de la MEL ;

Considérant la demande de l'entreprise « LUDINA » pour une prolongation de l'arrêté ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout accident ;

ARRETE

Article 1^{er} : Dans le cadre de travaux, l'entreprise « LUDINA » est autorisée à intervenir au lieu et date sus-décrits.

Lieu d'occupation : Rue Gambetta, rue du Cimetière, rue Léon Blum, rue Nationale, Rue Jean Baptiste Lebas, 59185 PROVİN

Date : du 24 au 30 octobre 2026

Article 2 : Interdiction de stationner

Pendant la durée de l'occupation du domaine public, le stationnement de tout type de véhicule est interdit. La vitesse est limitée à 30km/h et 25 mètres en amont et en aval (côté pair et impair).

Article 3 : L'entreprise intervenante est responsable des travaux effectués sur la voie publique et se devra de remettre la chaussée en état, de la nettoyer ou de la réparer en cas de dégradations.

Article 4 : La pose de panneaux ou balises de signalisation réglementaires est à la charge du requérant. Ces panneaux devront permettre la sécurité des usagers.

Article 5 : L'entreprise « LUDINA » est chargée de contacter la mairie si le présent arrêté aurait besoin d'être modifiés ou prolongé.

Article 6 : L'Agent de Surveillance de la Voie Publique, Monsieur le Directeur Général des Services communaux, Monsieur le Maire et Madame la Lieutenante de la Gendarmerie d'ANNOEULLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PROVIN, le 21 Octobre 2026



**Le Maire,
Kwami AGBEGNA**



Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions et délai.